

Syrie/Conflit

Pour Assad, l'attaque chimique est une histoire "montée" par l'Occident

AFP
Damas/Syrie

Dans un entretien à l'AFP, le dirigeant syrien assure que son régime ne possède plus d'armes chimiques.

LE président Bachar al-Assad a accusé, dans un entretien à l'AFP, les Occidentaux d'avoir "monté toute l'histoire" de l'attaque chimique présumée contre une ville rebelle de Syrie pour préparer, selon lui, le terrain à des frappes américaines contre son armée. M. Assad, au pouvoir depuis 17 ans et considéré comme un paria par les Occidentaux, a assuré que son régime ne possédait plus d'armes chimiques depuis leur destruction en 2013. Cette interview exclusive, réalisée mercredi dans son bureau au cœur de Damas, est la première accordée par le président syrien depuis l'attaque chimique présumée du 4 avril et les frappes américaines menées trois jours plus tard, les premières contre le régime Assad depuis le début du conflit en Syrie il y a six ans. "Il s'agit pour nous d'une fabrication à 100%", a dit à propos de l'attaque M. Assad, qui est apparu sou-

riant et décontracté. "Notre impression est que l'Occident, principalement les Etats-Unis, est complice des terroristes et qu'il a monté toute cette histoire pour servir de prétexte" à l'attaque américaine du 7 avril contre une base aérienne dans le centre du pays, a-t-il ajouté.

"PAS D'ORDRE DONNE" • L'attaque chimique présumée dans la ville de Khan Cheikhoun, dont les images de personnes saisies de convulsions ont choqué le monde, a causé la mort de 87 civils, dont 31 enfants, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les Occidentaux ont imputé au régime Assad cette "attaque chimique" et, en guise de représailles, les Etats-Unis ont frappé aux missiles de croisière une base de l'armée de l'air syrienne au sud de Homs. "Les seules informations dont dispose le monde jusqu'à présent sont celles publiées par la branche d'Al-Qaïda", a affirmé M. Assad en référence au groupe jihadiste, Fateh al-Cham, qui contrôle Khan Cheikhoun avec les rebelles.

"Nous ne savons pas si toutes les photos ou les images vidéos sont vraies ou truquées (...) Nous ne savons pas si ces enfants ont été tués à Khan Cheikhoun,



Le président Bachar al-Assad : "Aucun ordre n'a été donné de déclencher une attaque".

nous ne savons même pas s'ils sont vraiment morts", a-t-il dit.

"Et s'il y a eu une attaque, qui l'a lancée ?", a encore demandé le président syrien. M. Assad a démenti toute implication : "aucun ordre n'a été donné de déclencher une attaque et d'ailleurs nous ne possédons pas d'armes chimiques".

"Il y a plusieurs années, en 2013, nous avons renoncé à tout notre arsenal (...) Et même si nous possédions de telles armes, nous ne les aurions jamais utilisées", a poursuivi le président syrien qui a maintes fois affirmé s'être débarrassé de cet arsenal.

Pourtant après 2013, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques avait mis en cause à deux reprises le régime syrien de Damas dans des attaques contre des localités

rebelles. **PUISSANCE AERIEENNE "PAS AFFECTEE"** • Le président syrien a affirmé qu'il voulait une enquête sur ce qui s'est passé à Khan Cheikhoun, mais à condition qu'elle soit "impartiale".

"Nous allons œuvrer (avec les Russes) en vue d'une enquête internationale. Mais elle doit être impartiale", selon lui. "Nous ne pouvons permettre une enquête que si, et seulement si, elle est impartiale et en nous assurant que des pays impartiaux y prendront part pour être sûrs qu'elle ne sera pas utilisée à des fins politiques".

M. Assad a affirmé que la Russie, son allié dans la guerre, n'avait "pas eu le temps d'avertir" son régime de la frappe américaine à venir.

Commentant les frappes américaines sur la base aé-

rienne d'Al-Chaayrate, il en a minimisé l'impact. "Notre puissance de feu, notre capacité à attaquer les terroristes n'a pas été affectée". Interrogé s'il avait perdu un partenaire potentiel en la personne du président américain Donald Trump, M. Assad a affirmé : « j'étais très prudent à exprimer mon opinion à son sujet (...) Je disais toujours "attendons de voir ce qu'il va faire" ».

"Cette attaque est la première preuve que (...) le régime aux Etats-Unis (ne change pas)", a affirmé le président syrien dont les relations avec Washington ont toujours été chaotiques.

Après avoir semblé prendre ses distances avec la crise syrienne, notamment sur le sort de M. Assad, l'administration Trump a fait volte-face la semaine dernière en bombardant son régime.

Pour M. Assad, M. Trump a pris le parti de la rébellion. "Vous ne pouvez pas parler de partenariat entre nous deux, nous qui luttons contre le terrorisme (...) et eux qui les soutiennent ouvertement", a-t-il dit, estimant que Washington n'était pas "sérieux" dans la recherche d'une solution au conflit qui a fait plus de 320 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

L'Afrique en bref

• **Libye/Naufrage. 97 migrants portés disparus au large de Tripoli**

Au moins 97 migrants, dont quinze femmes et cinq enfants, sont portés disparus et probablement morts après le naufrage de leur embarcation hier au large de Tripoli, a indiqué la marine libyenne.

• **RD Congo/Justice. Cinq ans de prison contre un opposant**

Un opposant congolais, Jean Claude Muyambo, considéré par ses pairs comme "prisonnier politique", a été condamné à 5 ans de prison en appel dans une affaire d'escroquerie par un tribunal de Kinshasa, a annoncé hier son avocat.

• **Sénégal/Incendie. 22 morts dans la région de Tambacounda**

Au moins 22 personnes ont péri dans un incendie d'origine inconnue sur le site d'un rassemblement religieux musulman dans la région de Tambacounda, dans le sud-est du Sénégal, ont déclaré hier les pompiers.

• **Tchad/Armée. Une dizaine de militaires tués au cours de leur transfert vers une prison**

Une dizaine de militaires tchadiens ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi au cours de leur transfert vers une prison du nord du pays, selon une source sécuritaire qui a évoqué un règlement de comptes entre soldats. Quatre personnes arrêtées suite à cette l'attaque mortelle.

A travers le monde

• **Haïti/Sécurité. Fin de la mission des Casques bleus**



Le Conseil de sécurité de l'Onu a décidé hier de mettre fin à treize ans de présence des Casques bleus en Haïti, pour les remplacer par une force de police plus restreinte. A charge pour elle de relever le défi sécuritaire.

• **Venezuela/Politique. Mort d'un 5e manifestant anti-Maduro**

Un homme des 32 ans est décédé hier à l'aube des suites de ses blessures après avoir été touché par une balle lors d'une manifestation mardi contre le président socialiste Nicolas Maduro, a annoncé à l'AFP une source au parquet national vénézuélien. Il s'agit du cinquième mort depuis le début de la vague de manifestations lancée par l'opposition le 1er avril.

France/Présidentielle

Journal de campagne à 10 jours du premier tour

AFP
Paris/France

A 10 jours du premier tour de la présidentielle française, le centriste Emmanuel Macron épingle le chef de l'Etat, les soutiens du conservateur de droite François Fillon s'inquiètent d'un duel extrême droite/gauche radicale tandis que le QG de Marine Le Pen a été la cible d'une tentative d'incendie.



Répondant à ses adversaires dont il est devenu la cible, le candidat de "La France insoumise", Jean-Luc Mélenchon, a affirmé que les Français cracheraient du sang en cas de victoire de l'un des trois favoris. Photo de droite : Le candidat centriste Emmanuel Macron gère tendre vis-à-vis du président François Hollande.

• **Macron tacle Hollande**

Le centriste Emmanuel Macron, 39 ans, a épingle le président socialiste François Hollande en estimant que ni ses "concitoyens" ni "les candidats" n'attendaient la position politique du chef de l'Etat sur l'élection.

Il réagissait à des propos du président, qui a renoncé à briguer un second mandat après cinq ans de pouvoir impopulaire, sur la campagne électorale et en particulier sur l'ascension de M. Macron qualifiée de "concombre de circonstances".

Récusant cet argument peu flatteur pour expli-

quer les intentions de vote qui le donnent qualifié au premier tour face à la dirigeante de l'extrême droite Marine Le Pen, le centriste a répliqué que "ce que nous portons c'est une rupture, un changement profond des pratiques de la vie politique et de son organisation. Ils ne veulent pas comprendre, qu'importe ! Les gens comprennent".

• **La présidentielle, pas l'émission "The Voice"** Inquiète de la percée dans les sondages du tribun de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon, la responsable de droite en charge de la mise en œuvre du projet de François Fillon, Valérie Pécresse, a rap-

pelé l'enjeu de la campagne dans un contexte de forte incertitude.

« On n'est pas à "The Voice", on n'est pas en train de juger qui a la plus belle voix, celui qui est le plus truculent, celui qui a les meilleures formules, on est en train de juger un futur président », a lancé Valérie Pécresse en référence à l'émission télévisée à succès.

Elle a mis en garde contre un second tour le 7 mai entre Marine Le Pen et le tribun de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon en pleine ascension dans les sondages, alors que le conservateur François Fillon, inculpé dans une affaire de soupçons d'em-

ploi fictifs, tente de mobiliser les électeurs encore indécis.

• **Le QG de Le Pen cible d'une tentative d'incendie**

Le rez-de-chaussée de l'immeuble accueillant le QG de campagne de Marine Le Pen à Paris a fait l'objet d'une tentative d'incendie sans gravité, dont l'origine criminelle est privilégiée.

"Je suppose qu'il s'agit là d'un acte probablement d'un groupuscule d'extrême-gauche", a réagi la candidate aux idées anti-Europe et anti-immigration, selon laquelle le gouvernement "laisse faire" de tels "groupuscules" depuis "des mois".

• **"Cracher du sang"**

Jean-Luc Mélenchon a, lui, affirmé mercredi soir que les Français allaient "cracher du sang" si l'un de ses trois principaux concurrents gagnait la présidentielle, dans un discours offensif et empreint de confiance en sa capacité à accéder au second tour. Le candidat de la "France insoumise", 65 ans, a revendiqué hier "plus de 400 000" personnes inscrites sur son site de campagne, soit près du double qu'il y a un mois.

Le dirigeant de l'un des principaux syndicats français, la CFDT, a de son côté mis en garde contre la "vision assez totalitaire" du candidat.

Photo : AFP

Photo : AFP

Photo : AFP